« Une question d'art et de sentiment »

Les préfets face au patrimoine des départements en 1837

Manuelle Aquilina

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/67>

DOI : 10.4000/abpo.67

ISBN : 978-2-7535-1506-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 57-73

ISBN : 978-2-7535-0510-0

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Manuelle Aquilina, « « Une question d'art et de sentiment » », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 114-2 | 2007, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/67> ; DOI : 10.4000/abpo.67

« Une question d'art et de sentiment »

Les préfets face au patrimoine des départements en 1837

Manuelle AQUILINA

Maître de conférences à l'université catholique de Bretagne Sud,
chercheur associé au CERHIO – Université Rennes 2 Haute-Bretagne

Lors d'une séance du conseil municipal de Quimper, le 29 mai 1860, la démolition d'une portion des remparts médiévaux de la ville est abordée : « Un membre exprime des doutes [...] il regrettera les vieux murs condamnés à disparaître. » Doutes qu'un autre membre du conseil s'empresse de balayer « écartons [...] cette question d'art et de sentiment¹ », cet attachement au patrimoine paraît à ses yeux sans pertinence aucune. Or depuis déjà une trentaine d'années, le gouvernement français a mis en place des institutions chargées de recenser et protéger le patrimoine national². Ce rôle est essentiellement dévolu à l'Inspecteur des Monuments historiques³ et à la Commission du même nom, chargés d'établir les premières listes de monuments classés. Si l'idée qu'il puisse exister un patrimoine national a émergé aux temps de la Révolution, il a fallu néanmoins un demi-siècle pour traduire sous forme officielle « l'intuition qu'il existe un patrimoine monumental

1. Arch. mun. de Quimper, 1 D 19, Registre des délibérations du conseil municipal (1854-1862)

2. Je n'évoque pas ici le contexte de la genèse des « monuments historiques ». Je me concentre sur le moment des premières enquêtes. Pour plus de précisions sur l'époque, on pourra notamment consulter *Les lieux de mémoire*, sous la direction de Pierre NORA, en particulier dans le tome II *La Nation*, (NRF, Gallimard, 1986), les articles suivants : CHASTEL André, « La notion de patrimoine », p. 424 *sqq.*, BERCE, Françoise, « Arcisse de Caumont et les sociétés savantes », THEIS, Laurent, « Guizot et les institutions de mémoire », FERMIGIER, Alain, « Mérimée et l'inspection des Monuments Historiques », ainsi que l'ouvrage de CHOAY, Françoise, *L'allégorie du patrimoine*, Seuil, Bibliothèque des idées, Paris, 1992 et les publications de la Commission des Monuments Historiques, notamment lors du 150^e anniversaire du service.

3. En 1830, le ministre de l'Intérieur François Guizot a nommé un « Inspecteur général, chargé spécialement de veiller à la conservation des monuments historiques ». Ses principales attributions sont développées dans le Rapport au Roi d'octobre 1830. Voir THEIS, L., article cité.

essentiel à la conscience nationale » comme l'écrit André Chastel⁴. Et plus encore pour que l'idée se diffuse largement dans les esprits. À Quimper, en 1860, le conseil municipal vote sans remords la destruction du Petit Château, partie emblématique des remparts médiévaux de la ville.

Pourtant, durant la première moitié du XIX^e siècle, les préfets de départements sont régulièrement sollicités, par le biais de circulaires, afin d'enquêter sur les monuments de leurs circonscriptions. L'enquête de 1837 en particulier, qui doit compléter le travail de l'inspecteur des monuments historiques et aider à dresser la liste des monuments classés, constitue un jalon essentiel dans la mise en place de la notion de patrimoine. Cette enquête souligne d'abord à quel point les choix, en matière de patrimoine, reflètent les goûts et sensibilités d'une époque. Elle souligne également l'importance de l'implication du relais préfectoral dans la diffusion de la notion de patrimoine. L'engagement personnel du préfet pèse en effet sur les décisions et les actions menées dans le département en faveur du patrimoine, tant au niveau des conseils généraux que dans les cercles d'érudits locaux. Les « antiquaires » (amateurs éclairés d'histoire ancienne) constituent les intermédiaires naturels de l'administration en matière « d'antiquités » (les monuments anciens) ; mais, bien que nombreux, ils demeurent encore peu organisés en sociétés savantes avant 1830⁵. Aux préfets alors, à ce moment charnière, d'œuvrer – activement ou non – à l'animation de relais autour de cette notion de patrimoine encore peu reconnue. Cependant, fortement encadrés par les sollicitations et orientations de l'État dont les circulaires succèdent aux enquêtes, ces derniers ont-ils réellement une influence sur l'image qui est donnée du patrimoine de leur département ? Quelle part de sensibilité personnelle, de goût pour le patrimoine peuvent-ils exprimer, qui se traduirait par une protection particulière du patrimoine local, indépendante des seules préoccupations administratives ? Quelques exemples pris dans l'Ouest de la France nous permettent de proposer des jalons sur la diffusion d'une conscience du patrimoine auprès des élites cultivées dans la première moitié du XIX^e siècle et d'approcher le versant intime de cette « question d'art et de sentiment ».

Le cadre de cette étude est constitué de quatre départements bretons, de la Loire Inférieure ainsi que de la Sarthe. La Bretagne offre plusieurs particularités⁶. Son patrimoine présente une homogénéité et une spécialité

4. CHASTEL, A., article cité, p. 425.

5. Les sociétés savantes (« Cénacle de notables lettrés » dit Françoise Bercé, BERCÉ, F., « Quand les sociétés savantes découvraient le patrimoine », *L'Histoire*, juillet-août 1980, n° 25, p. 87.) vont être les interlocuteurs privilégiés de la Commission des Monuments Historiques et du Comité des Arts et monuments. La Commission a pour mission d'établir la liste des monuments susceptibles de recevoir des allocations. Parallèlement est constitué le Comité des Arts et Monuments, chargé de réaliser un inventaire des richesses.

6. Voir notre étude complète : AQUILINA, Manuelle, *Regards sur le Moyen Âge, émergence et mise en communication d'un patrimoine médiéval, les remparts urbains bretons aux XIX^e et XX^e siècles en Bretagne*, thèse de doctorat histoire, Rennes 2, dir. B. MERDRIGNAC, 2005, dactyl. (en cours de publication aux PUR).

(les menhirs et autres dolmens qui passionnent les érudits de l'époque) qui permettent d'établir des comparaisons entre les réponses des différents départements. De plus, Prosper Mérimée parcourt la péninsule d'un bout à l'autre lors de sa première tournée en tant qu'inspecteur des Monuments Historiques en 1835. Le compte-rendu de cette tournée est publié en octobre 1836 sous le titre *Notes d'un voyage dans l'Ouest de la France*⁷. Il nous propose donc, à travers ses *Notes*, une vision globale du patrimoine de la Bretagne. La Loire-Inférieure s'y trouve naturellement associée, car son histoire demeure longtemps liée à celle de la province bretonne. La Sarthe offre un point de comparaison intéressant à plus d'un titre. Ce département ne possède pas le type de patrimoine spécifique de la péninsule armoricaine; il est en revanche situé, géographiquement parlant, à proximité de la Normandie, si active, derrière Arcisse de Caumont, dans la protection de son patrimoine, et enfin Mérimée le traverse également lors de sa tournée de 1835.

« Voyage dans l'ouest de la France » de l'inspecteur général des monuments historiques

Prosper Mérimée (1803-1870) est inspecteur général des Monuments historiques de 1834 à 1860. « Autant dire qu'il a créé le service » résume Alain Fermigier, et, ajoute-t-il, « tout était à inventer [...] le personnel était insuffisant ou incompetent, les crédits s'obtenaient difficilement et parcimonieusement, les correspondants [...] étaient plus riches de bonne volonté que de savoir⁸... » Seul ou presque, au départ, face à une entreprise de recensement immense, Mérimée dispose de peu de temps et de très peu de crédits. Dès 1835, il effectue sa première tournée d'inspection. Son voyage de trois mois, entamé à Chartres passe par Le Mans, puis il traverse toute la Bretagne avant de gagner la Loire et de descendre en Poitou. Pressé par le temps, l'inspecteur cherche en priorité à voir les quelques monuments incontournables de la région. Il l'exprime clairement à l'issue du rapport qui concerne la Bretagne : « Je pouvais considérer le but de ma tournée comme atteint. J'avais vu les principaux monuments de la Bretagne, et j'avais pu me faire une idée des caractères généraux de ses antiquités⁹. » Pragmatique, Mérimée renonce à tenter de tout sauver¹⁰. Il privilégie très nettement les monuments du Moyen Âge (par dessus tout, ceux antérieurs au XIII^e siècle), les édifices religieux et les monuments dits « celtiques », c'est bien en cela un homme de son temps.

7. MÉRIMÉE, Prosper, *Notes d'un voyage dans l'Ouest de la France*, Paris, éd. Adam Biro, 1989.

8. FERMIGIER, A., art. cit., p. 593.

9. MÉRIMÉE, P., *Notes...*, op. cit., p. 146.

10. Il écrit d'ailleurs en 1852 au secrétaire de la Société des Antiquaires de l'Ouest « il y a bien longtemps que nous avons désespéré de sauver tous les monuments menacés et notre ambition est de faire le meilleur choix possible parmi le petit nombre de ceux que nous pouvons secourir » cité par A. FERMIGIER, art. cit., p. 597.

Ainsi, sur la partie que Mérimée consacre à la Bretagne, sur un plan purement quantitatif, plus de la moitié concerne uniquement les édifices religieux (cathédrales de Dol, de Saint-Pol-de-Léon, de Tréguier, églises du Folgoët, du Kreisker, d'Hennebont, abbayes de Beauport, de Saint Gildas de Rhuys...). Une seconde partie, un tiers environ de la totalité du rapport, porte sur les vestiges antiques, puis les monuments dits « celtiques » (alignements de Carnac, île de Gavrinis, Vénus de Quinipili, tumuli et dolmens en tous genres...); ensuite seulement un dixième du rapport s'intéresse aux fortifications et châteaux bretons. Et cela bien que la Bretagne constitue un véritable conservatoire de l'architecture militaire du ^{xv}^e siècle. Peu de régions en effet, conservent autant de témoins, châteaux et forteresses, de la fin du Moyen Âge¹¹, dus essentiellement à la Guerre de Succession du ^{xiv}^e siècle et au conflit avec le royaume de France au ^{xv}^e siècle.

À l'issue des *Notes de Voyage*, l'inspecteur recommande quelques monuments au ministre. Dans le rapport de Mérimée à la Commission des Monuments historiques en 1838, figure la première liste des monuments pour lesquels des secours ont été demandés¹², pour beaucoup, des églises. Daniel Leloup souligne d'ailleurs qu'« après un quart de siècle de fonctionnement, le bilan de la Commission [des Monuments Historiques, sous la houlette de Mérimée] est le suivant : plus de la moitié des monuments retenus [pour la Bretagne] sont des édifices religieux du Moyen Âge [...] églises et abbayes sont sélectionnées en priorité¹³ ».

Cette forte influence de Mérimée ne se restreint pas au cadre de la Commission, mais réapparaît dans les listes de monuments que les préfets proposent au classement. Ces listes, dressées localement, reflètent, elles aussi avant tout, les préférences de l'époque, ou les orientations de l'inspecteur.

Sollicitation des préfets de départements : l'enquête de 1837

La première Liste de 1838 des Monuments historiques des départements a été dressée, en théorie, avec le concours des préfets. Juste après la tournée de Mérimée, une nouvelle grande enquête est lancée par le ministère de l'Intérieur auprès des préfets, par circulaire, le 10 août 1837¹⁴. Nouvelle

11. SALAMAGNE, Alain, « La tour Solidor à Saint Servan (Ille-et-Vilaine) : maîtres-maçons et canonnières en Bretagne ducale dans la première moitié du ^{xv}^e siècle », *Mémoires de la SHAB*, tome 80, 2002, p. 609. Les travaux d'André Mussat (« Le château de Vitré et l'architecture des châteaux bretons des ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles », *Bull. Mon.*), de Jean-Pierre Leguay (Un réseau urbain au Moyen Âge : les villes du duché de Bretagne), de Michael Jones (« The defense of medieval Brittany », *Archeological Journal*), de Christophe Amiot (Lignages et châteaux en Bretagne avant 1350), entre autres, ont apporté des contributions significatives à la connaissance de cette architecture militaire.

12. Voir Annexe 1.

13. LELOUP, Daniel, « Protection des monuments, Les premiers classements en Bretagne », *Ar Men*, n° 115, octobre 2000, p. 16.

14. « Lorsqu'en 1837 Mérimée et Vitet pour justifier la demande d'augmentation massive des allocations et obtenir des crédits de la Chambre adressèrent aux préfets une circu-

enquête car d'autres tentatives ont été menées précédemment. En 1810 a eu lieu une enquête visant à établir une liste des monuments remarquables de la France¹⁵. Le résultat se révèle peu satisfaisant. Sur 87 départements, à peine la moitié (41) ont fourni des renseignements complets, 40 d'entre eux n'ont rien envoyé et les six derniers ont répondu sommairement, selon le constat dressé en 1818 par l'Académie royale des Inscriptions et Belles Lettres.

Dans les Côtes-du-Nord, par exemple, les sous-préfets de Lannion et de Guingamp, s'ils répondent consciencieusement, le font sans zèle excessif. Les « belles ruines de Tonquédec » sont citées, ainsi que le nom d'un érudit local qui peut servir d'interlocuteur sur les « antiquités » le cas échéant, puis quelques églises « mais [qui n'ont] rien de remarquable » de l'aveu même des sous-préfets¹⁶. Daniel Leloup précise pour la Bretagne que « l'intervention des préfets, auprès des sous-préfets et des maires, donne des résultats inégaux ». Et si nombre de rapports, rédigés par des érudits locaux, « montrent une grande connaissance du patrimoine local », il souligne également « l'incompétence en matière patrimoniale de certains sous-préfets¹⁷ ». En 1818 à nouveau, le gouvernement tente un recensement, mais sans résultat.

En 1837, on le perçoit d'emblée, la situation diffère radicalement de ce qu'elle était encore vingt ans plus tôt¹⁸. Globalement lors de cette enquête, les préfets apparaissent sensibilisés aux questions de patrimoine. Tous répondent, assez rapidement (dans les six mois qui suivent l'envoi de la circulaire pour les départements étudiés) et ils apportent de plus des renseignements sur les monuments de leur département. De ce point de vue l'enquête est réussie. Le soin, le détail et la rapidité des réponses apportées par les préfets des départements bretons, de Loire Inférieure et de Sarthe¹⁹,

laire demandant la liste des édifices du département présentant un intérêt particulier et nécessitant des travaux urgents, il fut décidé qu'une commission siégeant au ministère de l'Intérieur choisirait parmi les édifices proposés et classés (le mot apparaît pour la première fois) par ordre d'importance », BERCÉ, F., *Les premiers travaux de la commission des monuments historiques 1837-1848*, Paris, Picard, 1979, p. 3.

15. L'intérêt porte sur les « châteaux, puis les anciennes abbayes et ensuite les tombeaux, ornements ou débris curieux ». Circulaire de 1810, Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 4 T 9, Affaires Culturelles.

16. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 4 T 9, Affaires Culturelles, Recherches et inventaires des richesses d'art de la France : circulaires, rapports, commissions. Réponses des sous-préfets de Lannion et de Guingamp au préfet des Côtes-du-Nord, lettre du 29 juin 1810.

17. LELOUP, D., art. cit, p. 19.

18. Lors de l'enquête de 1818 certains préfets ne se donnent même pas la peine de répondre.

19. Baron Boullé G. (1786-1875), préfet du Finistère du 21 octobre 1836 au 15 mars 1848; Thieullen J.-B. (1789-1862), préfet des Côtes-du-Nord du 20 août 1830 au 28 février 1848; Duval M. (1778-1861) préfet de Loire-Inférieure du 12 octobre 1832 au 5 juin 1840; Henry Ch.-H. (1787-1860), préfet d'Ille-et-Vilaine du 22 août 1837 au 15 mars 1848; Lorois E. (1792-1863), préfet du Morbihan du 10 août 1830 au 15 mars 1848. Source : Archives Nationales, *Le personnel de l'administration préfectorale 1800-1880*, Centre Historique des Archives Nationales, Paris, 1998.

nous permettent de saisir les progrès de la notion de patrimoine auprès, au moins, des élites administratives.

Une mobilisation locale contrastée

Au premier abord pourtant ces réponses nous montrent des préfets qui ne semblent témoigner d'intérêt qu'envers les grands monuments déjà connus ou distingués par Mérimée. Il faut souligner que ces préfets ont été en contact direct avec l'inspecteur lors de sa tournée. Ce sont eux qui lui indiquent les érudits compétents du département et, le cas échéant, l'accompagnent dans ses déplacements. Ils s'appuient donc, sans surprise, sur son autorité en matière de monuments historiques ou sur l'érudition locale.

Là encore les goûts et préférences de l'époque s'imposent : les monuments qualifiés de druidiques sont chaque fois amplement décrits. Le préfet d'Ille-et-Vilaine souligne même leur popularité. Après avoir précisé que ceux de son département ont déjà été décrits et sont fréquemment visités, il écrit : « Ils sont à peu près aujourd'hui ce qu'ils étaient il y a deux mille ans, et resteront encore plusieurs siècles dans cet état si l'on n'y porte la main avec l'intention de les détruire. Cet événement paraît peu probable, attendu que l'attention publique les protège et que, élevés la plupart dans des landes stériles, la curiosité des visiteurs ne peut avoir d'effets nuisibles²⁰... » Nous trouvons là le témoignage, étonnant, d'une opinion publique qui serait sensible à la préservation des monuments druidiques, sans doute parce que ces derniers font la renommée de la région bretonne.

Les rapports nous montrent également des nuances dans la motivation des différents préfets à faire connaître et protéger les monuments de leur département. Cette motivation se traduit par le ton des courriers adressés au ministère. Les préfets du Finistère, de Loire-Inférieure et de Sarthe apparaissent comme les plus sensibilisés aux questions de la conservation et de la protection du patrimoine. En revanche, le préfet d'Ille-et-Vilaine se révèle être le moins pugnace à défendre les monuments de son département. Entre ces attitudes extrêmes, les préfets des Côtes-d'Armor et du Morbihan ne déploient pas de véritable zèle et semblent se contenter de relayer les informations transmises par les érudits locaux qu'ils ont sollicités. La modération, pour ne pas dire l'indifférence de leurs réponses tient-elle alors de leur attitude personnelle ou n'est-ce que le reflet de celle des érudits ? Enfin en filigrane transparaît la question, essentielle, du coût. Coût de la protection des monuments et surtout, presque toujours, coût de la conservation directement lié à celui de la restauration.

En premier lieu, le ton du courrier préfectoral révèle l'intérêt porté à l'affaire : de la défense ardente au simple rapport, voire à la missive rapide,

20. Médiathèque de l'Architecture et du Patrimoine (Paris, 3^e), Affaires Générales, Ille-et-Vilaine, 81/35/1/1, lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine au ministre de l'Intérieur, 21 octobre 1837.

négligeant presque l'affaire. Si le préfet du Finistère tarde un peu à répondre (janvier 1838), ce n'est certes pas par manque d'intérêt pour la question. Le ton de sa lettre, enthousiaste, cherche à grandir l'intérêt des monuments du département : « Le département du Finistère contient des monuments remarquables de deux espèces ; ceux de la première, qui remontent aux siècles druidiques [...] ceux de la seconde espèce sont les nombreuses églises du Moyen Âge, aux clochers de granit si sveltes, si élégants, si hardis, si richement ornés, que les voyageurs admirent dans toutes les villes et dans toutes les campagnes de ce département²¹. » Et il poursuit : « Il est peu de ces édifices qui ne méritent l'attention de l'historien ou de l'artiste et presque tous, négligés pendant longtemps et trop souvent mutilés par le vandalisme révolutionnaire, exigent [...] des travaux... » L'enthousiasme dont témoigne le courrier préfectoral peut ici provenir d'un intérêt personnel du préfet. À moins qu'il ne se fasse le relais de l'attachement des érudits locaux, dont il a sollicité l'aide, à la conservation de leur patrimoine.

Inversement, la neutralité de ton, voire l'indifférence, peuvent elles-mêmes venir de l'érudit consulté par le préfet. Lorsque le préfet des Côtes-du-Nord demande au juge Habasque, versé dans l'étude des antiquités du département²², quels sont les monuments à protéger, celui-ci répond ainsi : « Monsieur le préfet, la réponse aux renseignements que vous me demandez ne sera ni longue ni difficile. Le département des Côtes-du-Nord ne possède que bien peu de monuments historiques. À part quelques abbayes [...] les ruines de quelques maisons fortes [...] je ne vois guère de monuments historiques dans le département, autre que la chapelle des Beaumanoir à Dinan, le monument de Lanleff et le château de Tonquédec qui méritent quelque attention²³... » Et encore... la suite du courrier rappelle que le monument de Lanleff se trouve déjà protégé et entretenu, que les autres monuments appartiennent à des particuliers qui les conservent, inutile donc d'intervenir. Et le juge de conclure « Ainsi donc en ce qui concerne les monuments, la bonne volonté du ministre de l'intérieur sera à peu près sans effets pour nous... ». Le préfet des Côtes-du-Nord, dans son courrier au ministère, se contente de souligner : « Je ne connais en ce moment qu'un seul monument à conserver [Lanleff...]. Les autres monuments cités dans ce rapport ne sont plus que des ruines qu'on pourrait exploiter dans l'intérêt de l'histoire²⁴. » Cette neutralité de ton ne peut être le fait d'une indiffé-

21. Médiathèque Arch. et Patrim., Préparation des listes des immeubles classés (1833-1890), réponse du préfet du Finistère à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 20 janvier 1838.

22. Le juge Habasque est membre de plusieurs sociétés savantes dont la Société Polymathique du Morbihan. Il a publié « Notions historiques, géographiques, statistiques et agronomiques sur le littoral du département des Côtes-du-Nord » entre 1832 et 1836.

23. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 4 T 9. Recherches et inventaires des richesses d'art de la France : circulaires, rapports, commissions. Lettre du président du tribunal de première instance de Saint-Brieuc, M. Habasque, au préfet des Côtes-du-Nord, en date du 27 août 1837.

24. Médiathèque Arch et Patrim., Affaires Générales, Côtes-d'Armor, 81/22/1/1 courrier du préfet des Côtes-du-Nord au ministre de l'Intérieur, 28 octobre 1837.

rence puisque le juge Habasque a accompagné, en personne, Mérimée lors de son passage dans les Côtes-du-Nord : « M. Habasque, président du tribunal, et auteur d'un ouvrage estimé sur le département des Côtes-du-Nord, eut la complaisance de m'accompagner dans les environs de la ville²⁵. »

Dans ce dernier cas, l'opinion de l'érudit pèse bien lourd sur l'avenir des monuments du département et le manque de pugnacité témoigné dans leur défense apparaît d'autant plus étonnant qu'il émane d'une personne pourtant déjà sensibilisée à ces questions. Mais le juge Habasque est un fataliste. Déjà en 1835, au préfet des Côtes-du-Nord, J-B. Thieullen, qui souhaitait créer une société pour « la conservation des monuments de la Bretagne et tout ce qui se rattache à l'histoire du pays », il avait répondu sans la moindre illusion : « On est très apathique dans les Côtes-du-Nord, peu soucieux de se livrer aux travaux de l'intelligence [...] On regarde donc comme peu digne d'attention une société archéologique qui ne présentera d'autre avantage que de concourir avec l'administration à défendre de vieux monuments dont on se rit²⁶. » Le ton des courriers préfectoraux peut donc d'emblée refléter une plus ou moins grande attention portée à la question patrimoniale dans le département.

En deuxième lieu, l'intérêt que suscite le patrimoine se traduit par la recherche, plus ou moins active, d'informations sur les monuments. Tous les préfets sauf un (celui d'Ille-et-Vilaine) mentionnent explicitement la mise à contribution soit d'une société savante, soit d'un « antiquaire ». Le préfet des Côtes-du-Nord sollicite l'aide du juge Habasque, celui du Morbihan fait appel à François Cayot-Delandre, secrétaire de la Société Polymathique du Morbihan, tandis que le préfet de Loire-Inférieure charge la Société royale académique de Nantes de recueillir les renseignements et transmet copie de son rapport et que celui de la Sarthe sollicite l'aide la Société royale d'agriculture, sciences et arts du Mans. Pour établir ses références le préfet du Finistère a, en outre, consulté l'architecte du département (dont il joint le rapport concernant la cathédrale de Quimper), ainsi que quelques ouvrages, dont celui du chevalier de Fréminville sur les Antiquités de la Bretagne. Peut-être même aurait-il lu Mérimée dont les *Notes de voyage* ont paru l'année précédente. Les monuments pour lesquels il demande des subventions sont exactement ceux que Mérimée a distingués : l'église du Folgoët, la tour du Kreisker à Saint-Pol-de-Léon, puis la cathédrale de Quimper et l'église de Lambader. Seule la lettre du préfet d'Ille-et-Vilaine ne fait pas explicitement référence à une sollicitation des compétences locales pour obtenir les renseignements demandés. Cependant cela transparaît à

25. MÉRIMÉE, P., *Notes...*, *op. cit.*, p. 9.

26. CHALINE, Jean-Pierre, *Sociabilité et érudition, les sociétés savantes en France*, CTHS, Paris, 1998, p. 89, cité par Jean-Yves GUIOMAR, *Le Bretonisme, les historiens bretons au XIX^e siècle*, Mayenne, 1987, p. 48. René Couffon qui rappelle les débuts de la Société d'Émulation des Côtes-du-Nord, souligne encore pour le début du XX^e siècle que « les Briochins étaient décidément moins enclins à l'archéologie qu'à la musique », dans « La gloire de nos aînés », *Bull. Soc. Émulation des Côtes-du-Nord*, tome 89, 1961, p. 1 à 17.

travers les descriptions précises et les nombreux détails historiques qui se rapportent aux monuments cités.

Un indicateur de la mobilisation en faveur du patrimoine : l'investissement financier

Ensuite la mobilisation des préfets peut prendre la forme d'actions concrètes en faveur de la protection des monuments. En premier lieu, le préfet influence les choix budgétaires du Conseil Général et peut orienter celui-ci afin qu'il vote des crédits en faveur de la conservation ou de la restauration des monuments. Les plus motivés sont sans conteste le préfet du Finistère et son collègue de Loire-Inférieure qui montrent un engagement réel dans cette affaire. Plus encore que ces préfets de Bretagne, le préfet sarthois témoigne lui aussi de mobilisation. Tous trois traduisent leur motivation par la mise en place d'actions concrètes visant à protéger les monuments de leurs départements respectifs. On mesure alors les progrès effectués par la notion de patrimoine. Au niveau des conseils généraux, apparaissent les premiers investissements pour la protection des monuments en tant que tels²⁷.

Il me paraît essentiel de souligner à quel point cet investissement financier en faveur de monuments du patrimoine constitue un palier symbolique extrêmement fort pour les contemporains. Le coût de la conservation (avant même celui de la restauration) des monuments revient de manière récurrente dans les débats locaux tout au long du XIX^e siècle et jusqu'à aujourd'hui²⁸. Car si le gouvernement prétend protéger les monuments historiques marquants du pays, il attend une participation financière des départements et des communes²⁹. C'est pourquoi les préfets ne manquent pas une occasion de souligner les économies qui peuvent être faites dans la conservation des monuments. L'affectation de crédits à la conservation et la protection de ceux-ci témoigne, mieux que tout autre indice, de la réelle préoccupation qui anime les décideurs. Ainsi le préfet de Loire-Inférieure attire l'attention du ministre sur son département et met en avant cette participation du Conseil Général qui s'associera aux éventuelles subventions

27. Les conseils généraux pouvaient avoir auparavant affecté des sommes à certains bâtiments anciens (par exemple une porte médiévale), mais le bâtiment était alors uniquement considéré sous l'angle utilitaire (réutilisation en tant que prison départementale souvent) et non en tant qu'élément du patrimoine. Voir AQUILINA, M., *Regards sur le Moyen Âge...*, op. cit., 2005.

28. Les municipalités bretonnes, en particulier, ne cessent au long des XIX^e et XX^e siècles de s'interroger sur les coûts de la conservation, de la réutilisation, voire de la destruction des enceintes urbaines du Moyen Âge implantées au cœur des villes. Voir AQUILINA, M., op. cit., 2005.

29. La circulaire du 10 août 1837 promet d'affecter des subventions aux monuments si les conseils généraux et communaux proposent une participation. En 1836 le budget de la Commission des Monuments Historiques pour l'ensemble du territoire français est de 120 000 F, en 1837 de 200 000 F, en 1840 de 400 000 F. Voir BERCÉ, F., *Les premiers travaux de la commission des monuments historiques*, p. 14.

du gouvernement³⁰. Le préfet du Finistère multiplie les actions concrètes en faveur de la défense de « ses » monuments :

« Je m'occupe d'organiser dans chaque arrondissement de sous-préfecture une commission d'hommes éclairés que je chargerai non seulement d'établir la statistique des monuments de l'arrondissement, mais encore de veiller pour l'avenir à leur conservation. »

« Je puis et je dois dès ici appeler l'attention et la vive sollicitude de votre excellence, sur quatre des principaux monuments du Finistère, éminemment remarquables et à la conservation desquels il est indispensable et urgent même, d'appliquer quelques notables subventions. »

Et de souligner la mobilisation du conseil général du Finistère qui a d'ores et déjà voté des allocations spéciales pour la préservation de ces monuments³¹.

Il est d'ailleurs très probable, que les préfets n'attirent l'attention que sur quelques monuments afin d'être plus certains d'obtenir des crédits. La plupart des courriers prennent d'ailleurs des précautions lorsqu'ils demandent des subventions et ne négligent pas de mettre en avant les économies qui peuvent être réalisées. Ainsi le préfet du Morbihan explique que « les deux monuments les plus remarquables du Morbihan, le château de Suscinio et la tour d'Elven, appartenant à des particuliers, ne se trouvent pas dans le cas de pouvoir être entretenus soit aux frais du département, ou par le secours accordé par le gouvernement³² ». Dans son courrier, le préfet de Loire Inférieure insiste sur quelques points. « Ce rapport [celui de la Société académique de Nantes] présente le résumé des principaux monuments que possède notre département et indique ensuite ceux dont la conservation paraît la plus urgente. » Car, le préfet se trouve forcé de l'admettre, « il n'a pas été possible de dresser un devis [...] les dépenses [...] seraient trop considérables ». Seule une « note approximative des frais qu'exigeraient les réparations les plus indispensables pour prévenir la ruine des monuments désignés » est jointe au rapport³³. Cette question délicate du financement constitue un excellent marqueur d'implication dans ce que l'on ne peut encore qualifier de politique du patrimoine dans les départements³⁴.

30. « J'ai tout lieu de croire que le Conseil Général s'associera aux généreuses attentions du gouvernement et qu'il votera des fonds pour le même objet », lettre du préfet de Loire-Inférieure du 11 novembre 1837, Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Loire-Atlantique, 1270.

31. Médiathèque Arch. et Patrim., Préparation des listes des immeubles classés (1833-1890), réponse du préfet du Finistère à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 20 janvier 1838 adressée au ministère de l'Intérieur.

32. Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Morbihan, 81/56/1/1, réponse du préfet à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 9 mars 1838 adressée au ministère de l'Intérieur.

33. Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Loire Atlantique, 1270, réponse du préfet à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 11 novembre 1837 adressée au ministère de l'Intérieur.

34. Remarquons que les premiers monuments protégés ont été, pour une large majorité, des églises ; la sensibilité religieuse a donc pu aider à décider d'un investissement financier.

Circulaires ministérielles et goût personnel du préfet

Cependant cette mobilisation officielle ne nous laisse que très peu entrevoir le versant intime de ces questions « d'art et de sentiment », qui n'apparaissent pas toujours à la seule lecture des courriers officiels.

Les plus prompts à répondre à la circulaire ont été les préfets d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, dès le mois d'octobre 1837, mais leurs courriers apparaissent également comme les moins pugnaces dans la défense des monuments de leurs départements. Le préfet des Côtes-d'Armor propose effectivement de créer une commission pour l'étude des monuments, mais seulement si le ministère « juge qu'il soit nécessaire d'en créer une³⁵ ». Quant au préfet d'Ille-et-Vilaine, il ne cesse de minimiser l'intérêt des monuments de son département : « À part les monuments religieux, il est peu d'édifices dans ce département qui aient une origine reculée et dont l'étude et la conservation présentent un grand intérêt artistique et historique. » Il mentionne cependant quelques monuments « druidiques », « mais ils ont été souvent décrits avec soin et sont fréquemment visités » (déjà bien connus, ils ne présentent pas un intérêt nouveau). Malgré tout, il fait référence à quelques fortifications mais encore une fois pour en souligner le peu d'intérêt : « En fait d'architecture militaire du Moyen Âge, il existe encore des ruines plus ou moins conservées, mais toutes sans grande importance sous le rapport de l'art, de châteaux particuliers ou de fortifications de villes... » Même ce qui paraît le plus intéressant : « Le pays est plus riche en monuments d'architecture religieuse... » (il prévoit d'ailleurs de demander des subventions pour la cathédrale de Dol et l'abbaye de Redon) le préfet en relativise l'intérêt : « Sans cependant qu'ils puissent atteindre le nombre ni la renommée de ceux qui couvrent encore quelques autres provinces³⁶. » Doit-on considérer cette attitude comme une marque de réalisme dans la manière de relativiser l'intérêt du département dont il a la charge vis à vis d'autres régions plus riches ?

Face à ce discours officiel, nous trouvons pourtant dans les archives locales, des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine en particulier, des documents, non exploités parfois, concernant la statistique monumentale du département³⁷. Ce qui témoigne d'une mobilisation locale réelle autour du

35. Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Morbihan, 81/56/1/1, réponse du préfet à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 9 mars 1838 adressée au ministère de l'intérieur.

36. Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Ille-et-Vilaine, 81/35/1/1, réponse du préfet à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 21 octobre 1837 adressée au ministère de l'intérieur.

37. Aux Archives départementales d'Ille-et-Vilaine, sous la cote 4 T 11, figurent des « *Notices sur les châteaux, les abbayes et les monuments antiques du département d'Ille-et-Vilaine* », parues en 1817 et présentées au préfet d'Ille-et-Vilaine, par Felix Mainguy, prêtre, ancien professeur et bibliothécaire de la ville. (L'ouvrage offre de vastes développements sur les abbayes et les églises ainsi que les antiquités : médailles, inscriptions romaines... pas moins de 12 pages concernent les antiquités de la seule ville de Rennes). Aux Archives départementales des Côtes-d'Armor, sous la cote 4 T 9, une liasse de feuillets volants,

patrimoine qui, même si elle n'est pas répercutée par la correspondance officielle du préfet, existe néanmoins, au niveau des érudits locaux. Le cas extrême de cette distorsion entre la réalité de la sensibilité patrimoniale locale et le discours officiel se trouve en la personne du préfet du Morbihan lui-même, Édouard Lorois. Celui-ci, dans son rapport, semble neutre. Il fait appel au secrétaire de la Société Polymathique de Vannes³⁸, qu'il charge de recueillir les renseignements demandés, et se contente d'adjoindre un courrier, mars 1838, afin de présenter le rapport de l'érudit³⁹. Cette correspondance officielle ne nous laisse pas soupçonner qu'en réalité le préfet Lorois se passionne pour les monuments de son département. Le préfet a reçu Mérimée chez lui, deux ans auparavant, l'a accompagné dans tous ses déplacements et a même bataillé avec lui en ce qui concerne la datation des tours d'Elven. Après le départ de l'inspecteur des Monuments Historiques, M. Lorois lui envoie plusieurs lettres dans lesquelles il défend avec ardeur les monuments de son département⁴⁰. « Converti à la science antiquaire » par Mérimée, il visite systématiquement toutes les chapelles et églises qu'il trouve sur son chemin en quête de trésors (il découvre d'ailleurs le jubé de l'église Saint Fiacre). Il n'hésite pas non plus à payer de sa personne pour faire parvenir à l'inspecteur des monuments historiques qui les lui a demandés copie des dessins qui ornent les parois du monument de Gavrinis⁴¹.

Le discours officiel se trouve donc ici en décalage avec la sensibilité réelle du préfet qui se définit lui-même comme un « néophyte plein de zèle⁴² » pour la science antiquaire. Plein de zèle et un peu têtu aussi quand, revenant sur la dispute qui les oppose, Mérimée et lui, quant à la datation des tours d'Elven, il finit par clore l'affaire en écrivant : « Quoi qu'il en soit mon cher monsieur, je persiste dans mon opinion, si vous en faites autant, vous aurez probablement pour vous les savants, mais moi j'aurais les Bretons, et il y a une grande différence⁴³. » Cette réflexion traduit on ne peut mieux l'évolution de la sensibilité au patrimoine, notion qui commence

au brouillon, présente l'histoire et décrit les ruines d'Erquy, des *tumuli*, des médailles et monnaies antiques, les châteaux de Tonquédec, de la Hunaudaye, de la Chèze, les tours de Montbran, de Cesson... Ces feuillets, non datés, paraissent le travail préparatoire à un rapport complet sur les monuments du département, mais ce rapport ne se trouve pas dans les archives du ministère (a-t-il seulement été envoyé?).

38. Bien que la Société Polymathique se trouve à cette date en sommeil, les érudits qui en constituent le noyau dur demeurent toujours actifs. Le préfet, en faisant appel à eux, montre qu'il connaît la Société ou qu'il est en contact personnel avec F. Cayot-Delandre.

39. Médiathèque Arch. et Patrim., Affaires Générales, Côtes-d'Armor, 81/22/1/1, réponse du préfet à l'enquête sur les monuments historiques, lettre du 28 octobre 1837 adressée au ministère de l'Intérieur.

40. Les Archives départementales du Morbihan conservent une liasse de lettres envoyées dans l'année qui suit le passage de Mérimée en Bretagne : 1 Mi 95, mai 1835, novembre 1835, 25 décembre 1835, janvier 1836, mai 1836, août 1836, septembre 1836...

41. Il écrit qu'il y a passé « le 2 janvier quatre heures sous terre et six heures sous l'eau par un froid qui eût... peut-être éteint toutes vos ardeurs antiquaires », Arch. dép. du Morbihan, 1 Mi 95, lettre du 5 janvier 1836.

42. Arch. dép. du Morbihan, 1 Mi 95, lettre du 27 avril 1836.

43. Arch. dép. du Morbihan, 1 Mi 95, lettre du 25 décembre 1835.

à se répandre. Surtout elle exprime la réalisation de cet « acte fondateur de la démarche patrimoniale », « la prise de conscience que les traces laissées par les activités des hommes méritent d'être considérées », ainsi que l'écrit François Chappé⁴⁴. Le monument que l'habitant s'approprie devient alors patrimoine, partie de son héritage.

En Sarthe, un réseau de mobilisations ancien

De la même manière, le courrier du préfet de la Sarthe paraît assez neutre au premier abord. Celui-ci envoie, seulement en janvier 1838, un courrier dont le ton semble plutôt fonctionnel : « Je crois devoir placer en 1^{re} ligne [pour ce rapport] l'église de La Ferté-Bernard qui a fait l'objet d'une demande spéciale que j'ai eu l'honneur de vous transmettre le 27 octobre dernier. Viennent ensuite les églises de la Couture et des Prés... » Le courrier appelle également l'attention sur l'église de la Visitation qui nécessite des réparations (dont le coût est estimé à 5 000 francs) et pour lesquelles le département demande la participation du gouvernement⁴⁵. Cependant ce courrier préfectoral s'appuie, tout naturellement, sur la réponse de M. Cauvin de la Société des Arts du Mans qui a été sollicitée pour le renseigner. Nous apprenons alors que Cauvin est également membre de la *Société Française pour la conservation et la description des monuments historiques*, fondée en 1834 et dont Arcisse de Caumont est le directeur, et qu'en outre M. Cauvin porte le titre « d'inspecteur divisionnaire des monuments » dans le département de la Sarthe.

Les archives nous apprennent encore que pour la « Conservation des monuments », une « Commission spéciale » est formée, quelques mois plus tard seulement, en juin 1838⁴⁶. Cette commission regrette, dès ses premiers travaux, de ne pas avoir pu « compléter la statistique monumentale du département », ce qui signifie que ce recensement des monuments de la Sarthe était déjà engagé⁴⁷. De plus le préfet lui-même rappelle que « déjà

44. CHAPPÉ, François, « Le patrimoine des gens de la mer » dans ANDRIEUX, Jean-Yves (dir.), *Patrimoine et Société*, Rennes, PUR, 1998, p. 237.

45. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36 : « Protection des Beaux Arts et des monuments anciens an XI-1843 », liasse « Conservation des Monuments, formation d'une commission spéciale, arrêté du 20 juin 1838 », brouillon de la lettre du préfet adressée au ministère de l'intérieur (direction des monuments historiques) daté du 16 janvier 1838, relative à la circulaire 10 août 1837. Les églises de la Ferté Bernard, de la Couture et des Prés sont inscrites pour le département de la Sarthe, lors de la séance du 12 mars 1838 de la Commission des Monuments Historiques. Voir BERCÉ, F., *Les premiers travaux...*, *op. cit.*

46. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36 : « Protection des Beaux Arts et des monuments anciens an XI-1843 », liasse « Conservation des Monuments, formation d'une commission spéciale, arrêté du 20 juin 1838 ».

47. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Conservation des Monuments, formation d'une commission spéciale, arrêté du 20 juin 1838 », lettre de M. Cauvin et Recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe, année 1838, n° 34, « conservation des anciens monuments et recherches des antiquités », lettre du préfet à MM. Les maires du département, « J'ai cru devoir former une commission chargée de rechercher et de décrire les anciens monuments et les antiquités du département, de dresser une statis-

l'année dernière il a été accordé, sur ma demande, 1 500 F pour l'église de la Couture au Mans et même somme pour celle de la Ferté Bernard... » et que « de son côté le Conseil Général s'est empressé de s'associer à cette œuvre et a voté, sur ma proposition, une somme de 3000 F pour les églises monumentales... ». Nous sommes donc ici en présence d'une mobilisation appuyée sur de nombreux relais au premier rang desquels se trouve le préfet.

C'est ici que nous mesurons toute la distance qui sépare, en matière de sensibilisation au patrimoine, les départements de la Bretagne et celui de la Sarthe, voisin de la si active Normandie. La Sarthe est en effet, déjà depuis des années, très mobilisée en matière de recensement des monuments. Ainsi dès 1817, un ingénieur en chef au Corps Royal des Ponts et Chaussées en retraite, M. Daudin, est nommé « Inspecteur conservateur des monuments de la ville du Mans et du département de la Sarthe⁴⁸ ». (Je n'ai trouvé aucun inspecteur de ce type en Bretagne pour les mêmes années). En 1809, cet ingénieur en chef avait découvert et recueilli, dans la fouille des fondations du Pont Royal du Mans dont il dirigeait la construction, des objets « d'antiquités romaines ». Il les avait dessinés puis lithographiés et déposés « au muséum de cette ville [Le Mans]⁴⁹ ». S'il est nommé à sa demande, sa candidature a été néanmoins soutenue par le préfet, Pasquier⁵⁰, qui continue de le soutenir en envoyant son rapport sur ses découvertes au ministère de l'Intérieur puis en demandant à la Société des Amis des Arts d'étudier la possibilité d'acquérir les objets découverts par M. Daudin⁵¹. Par la suite encore, le préfet Pasquier écrit au duc d'Aumont, président de la Société d'encouragement des Arts, afin de soutenir la publication du recueil des dessins et lithographies de Daudin⁵². Cependant, malgré l'intérêt affi-

tique aussi exacte et complète que possible... et de veiller soigneusement à leur conservation. » Noms des membres de la Commission : M. Cauvin, inspecteur divisionnaire de la Société française pour la conservation et la description des Monuments Historiques, abbé Tournesac, inspecteur du département, nommé par la même société, suivent six membres de la Société royale d'agriculture, sciences et arts du Mans, dont le conservateur du musée de la ville du Mans et de très nombreux membres de Société Française. (Suivent six pages d'instructions sur la recherche d'antiquités avec précisions, par types de monuments, des grandes caractéristiques.)

48. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36 : « Protection des Beaux Arts et des monuments anciens an XI-1843 », liasse : « Conservation des monuments, M. Daudin inspecteur, 1817 ».

49. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Monuments anciens, ouvrage de M. Daudin sur les antiquités de la ville du Mans, 1817, 1821 », lettre de Daudin du 1^{er} juillet 1817.

50. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Monuments anciens, ouvrage de M. Daudin sur les antiquités de la ville du Mans, 1817, 1821 », lettre de Daudin remerciant le préfet Pasquier de son soutien.

51. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse : « Conservation des monuments, M. Daudin inspecteur, 1817 », courrier daté du 30 octobre 1817 par lequel la Société des Amis des Arts déplore auprès du préfet que son statut lui interdise d'acquérir des objets d'art.

52. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Monuments anciens, ouvrage de M. Daudin sur les antiquités de la ville du Mans, 1817, 1821 », lettre de remerciement de Daudin adressée au préfet, 23 septembre 1817. Une souscription est lancée en 1817-1821 pour un ouvrage intitulé : « Description des antiquités de la ville du Mans publiée par M. Daudin,

ché par le ministère, malgré les interventions répétées du préfet, le poste d'inspecteur des monuments du département qu'occupe Daudin n'est pas officiellement reconnu dans le sens où aucun crédit spécifique ne lui est affecté. Le ministère fait ainsi savoir au préfet Pasquier « que les frais de recherche et de tournée de l'inspecteur des monuments dans le département, M. Daudin doivent être prélevés sur les fonds dépenses imprévues » du budget de la préfecture. De plus, les tournées ne doivent s'effectuer qu'avec l'autorisation du préfet et « quand les ressources permettront de subvenir aux frais⁵³ ».

Les recherches sur les monuments anciens ne doivent qu'au dévouement désintéressé des érudits d'être développées. Entre 1818 et 1820, c'est le bibliothécaire du Mans, M. Renouard, qui présente un mémoire sur les monuments anciens et les antiquités de la Sarthe⁵⁴ et soutient l'ambitieux projet d'étendre sa collecte à tous les départements français. Son initiative est d'ailleurs soutenue par le ministère⁵⁵. Mais, encore une fois, aucuns fonds spécifiques n'y sont affectés... Malgré tout, nous pouvons d'ores et déjà constater le dynamisme du département sarthois qui contraste avec l'inertie, (peut-on parler de retard?), de certains départements bretons⁵⁶. Jean-Pierre Chaline souligne d'ailleurs que dès 1810, alors que le réseau des sociétés savantes en est encore à ses balbutiements, des régions comme l'Ouest armoricain sont très médiocrement représentées⁵⁷. La mobilisation de la Sarthe envers les monuments, déjà ancienne, s'appuie non seulement

ingénieur en chef du Corps Royal des Ponts et Chaussées, en retraite, conservateur du *muséum* du Mans ».

53. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Conservation des monuments, M. Daudin inspecteur, 1817 », courrier du ministère de l'Intérieur adressé au préfet de la Sarthe, 18 septembre 1817. Une demande de fonds pour la publication de Daudin figure également dans la liasse, demande adressée au préfet succédant à Pasquier, le comte de Breteuil. Cette demande, transmise au ministère, se voit opposer une fin de non-recevoir, bien que Daudin soit membre de la Société Royale des Arts. Un accord sur fonds spéciaux intervient en novembre 1820.

54. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Monuments Anciens, mémoire de M. Renouard (bibliothécaire au Mans) sur les Antiquités de la Sarthe, 1819-1821 ».

55. Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « Monuments Anciens, mémoire de M. Renouard (bibliothécaire au Mans) sur les Antiquités de la Sarthe, 1819-1821 », Circulaire n° 21, ministère de l'intérieur, des Sciences et des Beaux Arts : « objet : matériaux à recueillir pour un ouvrage sur les édifices religieux qui ont été détruits depuis trente ans, 5 juin 1821. À Messieurs les préfets de départements. Il existe en Angleterre un ouvrage intitulé *Monasticum Anglicanum*, qui constate les édifices religieux détruits au moment de la réforme. M. Renouard, bibliothécaire au Mans a eu le premier l'idée d'un ouvrage semblable pour la France, et qui, sous le titre de *Monasticum Gallicanum*, constaterait tous les monuments historiques se rapportant à la religion détruits depuis trente ans. L'Académie Royale des Inscriptions et Belles Lettres a approuvé ce projet... »

56. En 1828 encore, des recherches sont entreprises sur les monuments anciens du département, Arch. dép. de la Sarthe, 4 T 36, liasse « monuments anciens, recherches d'antiquités dans le département, 1828 ».

57. Sur la carte de France des sociétés savantes existant en 1810 proposée par Jean-Pierre Chaline, seulement trois sociétés apparaissent pour la Bretagne et la Loire Atlantique. Voir CHALINE, Jean-Pierre, *Sociabilité et érudition...*, op. cit.

sur un réseau étendu de population érudite mais également sur les préfets successifs qui se mobilisent personnellement. De grandes variations dans la sensibilité au patrimoine existent donc entre des départements pourtant presque voisins.

•

Bien que la liste de monuments établie en 1837-1838 témoigne avant tout des goûts et préférences d'une époque, bien qu'elle semble refléter souvent les orientations de l'inspecteur Prosper Mérimée, l'enquête sur les monuments, en 1837, conduite sous la houlette des préfets, a permis de donner une visibilité, même partielle, à la sensibilité au patrimoine qui pouvait exister dans les départements. La préparation de ces listes a activé, parfois ré-activé, la mobilisation de réseaux érudits tout en élargissant leur audience, notamment aux conseils généraux. Les préfets se sont trouvés, à cette occasion, en première ligne et leur participation fut active. Souvent d'ailleurs, « Soit qu'ils aient vu là une occasion de se faire valoir auprès d'un pouvoir central intéressé par de tels organismes, soit qu'ils y aient été sensibles eux mêmes, par un souci de diffusion de la culture, par un goût romantique pour l'histoire⁵⁸... » les préfets suscitérent la création de sociétés savantes locales. Fortement incités en cela par le gouvernement⁵⁹.

Cependant, nous l'avons vu, si l'État suscite les initiatives locales, il laisse ensuite les départements prendre eux-mêmes en main la défense de leur patrimoine. C'est là que l'implication personnelle du préfet, sa sensibilité, peuvent jouer un rôle prépondérant. Nous assistons alors au premier effet de la diffusion de la notion, le patrimoine est compris par chacun de manière locale bien qu'une reconnaissance nationale soit sollicitée par le biais du classement. Mais cette reconnaissance elle-même n'intervient que comme un aboutissement d'une conscience patrimoniale déjà existante. Le classement seul ne constitue évidemment pas un critère pertinent pour définir la mobilisation qui peut exister autour du patrimoine ou évaluer l'efficacité avec laquelle il est protégé, mais les enquêtes officielles, si elles éclairent un peu mieux la perception locale du patrimoine, ne laissent entrevoir en définitive qu'une partie seulement de l'attachement aux monuments. Ainsi que le souligne Françoise Bercé, la sauvegarde du patrimoine est affaire avant tout « de goût et de culture, c'est à dire d'une entreprise qui est tributaire de l'opinion, qui suppose une collaboration vaste et diffuse⁶⁰ »... une question d'art et de sentiment.

58. CHALINE, Jean-Pierre, *Sociabilité et érudition...*, op. cit., p. 143.

59. Il est demandé aux préfets de favoriser la création de sociétés savantes locales sur le modèle de celle des Antiquaires de Normandie (créée en 1824 par Arcisse de Caumont). Création de l'Académie Celtique en 1805 consacrée à l'étude des monuments anciens en Bretagne (qualifiés de celtiques, en fait les mégalithes). Devient ensuite la Société des Antiquaires de France, puis la Société Française d'Archéologie, toujours autour d'Arcisse de Caumont, en 1834. Toutes les disciplines y sont tenues pour complémentaires et doivent aboutir à la constitution d'un corpus savant de la province. BERCÉ, F., *Les premiers travaux...*, p. 3.

60. BERCÉ, F., « Quand les sociétés savantes découvraient le patrimoine », *l'Histoire*, juillet-août 1980, n° 25, p. 87.

Annexe 1 – Liste des monuments établie en 1838

Côtes-du-Nord : « l'Église de Lanleff*, la Tour de Cesson, la Tour de Montbran, Pierres druidiques et dolmens, le Temple de Mars* à Corseul et les Ruines d'Erquy ».

Finistère : « l'Église Notre Dame du Fol-goat*, l'Église Notre Dame du Creizker*, l'Église de Lambader* et la Chapelle épiscopale de Quimper* ».

Ille-et-Vilaine : « l'Ancienne cathédrale de Dol*, le Dolmen d'Essé », auxquels sont ajoutés en 1840 la « Tribune du château de Vitré ».

Loire-Inférieure : « Portail de la chapelle Notre Dame de Nantes*, les Églises de Guérande, de Batz, de Saint Goustan, du Croizic, et les Châteaux de Blain et de Châteaubriant* », en 1840 sont ajoutés les « Châteaux de Nantes, du Bouffay et de Clisson ».

Morbihan : « l'Église de Saint Gildas de Rhuys*, le Monument celtique de Locmariaquer*, l'Église de Quelven* et celle de Merlevenez et le Château de Suscinio ».

Sarthe : « l'Église de la Ferté Bernard, l'Église Notre Dame de la Couture et des Près au Mans, Église de Château du Loir ».

RÉSUMÉ

Durant la première moitié du XIX^e siècle, les préfets de départements sont régulièrement sollicités afin d'enquêter sur les monuments anciens de leurs circonscriptions. En 1837 une grande enquête a lieu, qui doit compléter le travail de l'inspecteur des monuments historiques et aider à dresser une liste de monuments classés. Les réponses à cette enquête, à travers des exemples pris dans l'Ouest de la France, nous renseignent avant tout sur les goûts et préférences d'une époque mais également sur la sensibilité locale au patrimoine, car leur élaboration a mobilisé les réseaux érudits des provinces. La participation des préfets fut active, pesant sur les décisions et les actions menées dans le département en faveur du patrimoine. Cependant les enquêtes officielles ne laissent que très peu filtrer la part de sensibilité personnelle, de goût pour le patrimoine dont pouvait faire preuve les préfets et il faut multiplier les sondages avant d'approcher le versant intime de cette « question d'art et de sentiment ».

ABSTRACT

During the first part of the 19th Century, the prefects of departments are regularly solicited to inquire on ancient monuments in their administrative areas. In 1837 a wide inquiry is held, which should complete the Commission for Historical Monuments work and put the monumental vestiges of the past on the historical register. The information to this inquiry, considered through some examples in west France, witness tastes and preferences of the period but also on local sensibility to patrimony for the solicitation of local erudites. The prefects have participated actively, taking decisions and backing actions in their departments to preserve the historical heritage. Nevertheless official inquiries leak out very few personal choices and tastes on patrimony and we must question different archives before approaching private thoughts.